

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 24/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURALIS CEREALES

Avenue Gaston Phoebus
64230 Lescar

Références : DREAL/2025D/2124
Code AIOT : 0005202635

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement EURALIS CEREALES implanté Avenue Gaston Phoebus 64230 Lescar. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection portait principalement sur le Porter à Connaissance d'un projet de modification concernant l'implantation d'une cuves de 50 m³ d'OLEO100 et de 6m³ d'ADblue, ainsi que la régularisation administrative du site. En effet, la société Euralis Céréales a demandé à appliquer le classement recommandé par la note IR_23-07-26-2260_séchoirs du 26 juillet 2023 concernant la rubrique 2910, et souhaite régulariser la situation administrative de leur activité de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial au titre de la rubrique 2710-2b de la nomenclature ICPE.

L'inspection a donc porté sur des précisions concernant la situation administrative, l'analyse des

risques relative à l'implantation de la cuve OLEO 100, et le récolement à l'Arrêté Ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURALIS CEREALES
- Avenue Gaston Phoebus 64230 Lescar
- Code AIOT : 0005202635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EURALIS Céréales exploite à LESCAR un ensemble de silos de stockage d'une capacité totale de 134 000 m³. Les produits stockés sont principalement le maïs, et dans une moindre mesure, le blé et l'orge.

Le site de Lescar comprend les installations suivantes :

- un silo vertical, avec 22 cellules rondes en béton ouvertes et 2 cellules centrales (capacité totale : 20 000 tonnes),
- deux silos à fond plat de 30 000 tonnes (silo 1) et 50 000 tonnes (silo 2),
- deux tours de manutention (tour A en béton, de hauteur 37 mètres par rapport au sol ; tour B en béton à la base, puis en construction légère, de hauteur 20 mètres),
- trois séchoirs : ROULIN (1) et SATIG (2),
- une station d'égrenage et d'ensilage.

L'établissement relève du régime de l'autorisation.

Il a été autorisé par un arrêté préfectoral du 15 novembre 1985, complété par un arrêté du 11 janvier 1991 (extension du stockage de céréales de 26 000 tonnes supplémentaires).

L'arrêté préfectoral du 25/05/2007 clôturant l'étude de dangers fixe des prescriptions techniques en matière de risques accidentels.

Un décret du 6 janvier 2017 actualise le tableau de classement du site. Cette actualisation est consécutive à la modification importante de la nomenclature des installations classées découlant de l'entrée en vigueur de la directive Seveso III, et de la demande de bénéfice des droits acquis formulée par l'exploitant à cette occasion.

Par arrêté préfectoral du 20 mars 2018, les prescriptions en matière de prévention de la pollution atmosphérique ont été actualisées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Appareils PCB
- Déchets

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dossier « installation classée » - AM relatif à la rubrique 2710-2-a: E	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 20/03/2018, article 3 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Teneur en PCB des appareils	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article Article R. 511-9	Sans objet
2	Analyse des risques du PAC OLEO 100 et du changement de volume pour la 2710	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Sans objet
4	Comportement au feu du bâtiment 34 - AM relatif à la rubrique 2710-2-a: E	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 13	Sans objet
7	Justification du traitement des appareils contenant des PCB	Arrêté Ministériel du 07/01/2014, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de finaliser l'instruction du Porter à Connaissance OLEO 100, en statuant sur la nouvelle situation administrative, en examinant les risques accidentels potentiellement induits par l'installation de la nouvelle cuve et l'augmentation du volume de déchets stockés sous la rubrique 2710-2-a. L'inspection a permis de confirmer l'absence de transformateurs contenant des PCB dans les installations de EURALIS LESCAR.

Par ailleurs l'inspection a mis en avant la nécessité:

- d'améliorer la conformité des installations électriques et de la protection foudre.
- de modifier les points de rejets décrits dans l'APC du 20/03/2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article Article R. 511-9			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 2910, 2260 et 2710			
Prescription contrôlée :			
La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.			
Constats :			
Dans le cadre du Porter à Connaissance déposé le 24 avril 2024, EURALIS souhaite modifier sa situation administrative par rapport aux rubriques suivantes :			
<ul style="list-style-type: none">• Rubrique 2710 : Collecte de déchets apportés par le producteur initial - passage en enregistrement avec un volume révisé de 350 m3.• Rubrique 2910 : Combustion - historiquement soumis pour les séchoirs, Euralis souhaite basculer les séchoirs sous la rubrique 2160 sur la base de la note IR_23-07-26-2260_séchoirs du 26 juillet 2023.			
Dernière situation administrative :			
La situation administrative de EURALIS CEREALES a été examinée. Le dernier tableau de classement du site est porté par le Donner Acte du 06/01/17. Le site est soumis à autorisation.			
Rubrique	Désignation de l'activité	Volume autorisé	Classement*
2160-2-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y	26 667 m3	A

	<p>inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2- Autres installations</p> <p>a-Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</p>		
2160-1-a	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>1- Silos plats</p> <p>a- Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</p>	106 667 m3	E
2910-A-1	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A - Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des</p>	34,6 MW	A

	<p>biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est 1-supérieure ou égale à 20 MW</p>		
2260-2-b	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par</p>	100 kW	D

	<p>les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.</p> <p>2- Autres installations que celles visées au 1 :</p> <p>b- La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</p>		
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711</p> <p>2- Supérieure ou égale à 100 m3 et inférieure à 1 000 m3</p>	500 m3	D
2718-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des</p>	<1 T	DC

	<p>l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2- Inférieure à 1t</p>		
2710-1-b	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</p> <p>1- Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b- Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes</p>	3 t	DC
2710-2-c	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</p> <p>2- Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>c- Supérieur ou égal à 100 m3 et inférieur à 300 m3</p>	200 m3	DC

**: A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement).*

Rubrique 2710 :

Concernant la rubrique 2710, le site devient soumis à enregistrement, avec un volume déclaré de

Concernant la rubrique 2710, le site devient soumis à enregistrement, avec un volume déclaré de déchets de 350 m3. L'exploitant a fourni dans le cadre du Porter à Connaissance un récolement à l'Arrêté Ministériel de Prescription Générales daté du 26 mars 2012.

Rubrique 2910 :

Concernant la rubrique 2910 et la note IR_23-07-26-2260_séchoirs du 26 juillet 2023, l'exploitant a confirmé que :

1. les sécheurs sont équipés d'un mode de chauffage direct ;
2. les sécheurs ne sont pas utilisés pour le séchage alternatif de plusieurs matières différentes relevant de différentes rubriques de la nomenclature des installations classées
3. les sécheurs sont intégrés aux silos.

La section 4 de la note précise:

« Les prescriptions auxquelles les séchoirs existants sont déjà soumis demeurent applicables. Les installations de séchage étaient auparavant souvent classées sous la rubrique 2910, parfois au titre de la rubrique 2260. Lorsqu'elles ont été régulièrement mises en service et déjà classées sous la rubrique 2910 ou 2260, les installations peuvent continuer à fonctionner au bénéfice des droits acquis. Elles sont considérées comme des installations « existantes » pour l'application des prescriptions générales fixées par arrêté ministériel (selon les conditions spécifiques de chaque arrêté, par exemple, les dates de mise en service des installations) et continuent à être soumises aux dispositions de leurs arrêtés préfectoraux. Une régularisation du classement des installations sera à effectuer pour toute modification d'une installation. »

L'exploitant ne souhaite pas continuer à fonctionner au bénéfice des droits acquis pour la rubrique 2910. Les séchoirs seront donc classés sous la rubrique 2160 en suivant la méthodologie exprimée par la note IR_23-07-26-2260_séchoirs.

Rubrique 2260 :

La désignation de la rubrique 2260 a été modifiée comme suit : " 2260 Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, "

L'exploitant confirme exploiter des ateliers mécaniques incluant les fonctions suivantes : nettoyage, tamisage, égrenage et d'ensachage, ces activités sont séparées des activités de stockage dans un bâtiment dédié.

Autres rubriques :

Lors de l'inspection, il a été noté la présence d'engrais solides simples, mais dans de très faibles quantités, inférieur aux seuils nécessaires pour un classement selon la rubrique 4702.

70 m3 d'engrais liquides sont présents sur site, donc en quantités inférieures au 100 m3 du seuil nécessaire pour être classé à déclaration sous la rubrique 2175.

Le tableau de classement sera modifié, suite à l'instruction du Porter à Connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des risques du PAC OLEO 100 et du changement de volume pour la 2710
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Étude de dangers.</p> <p>Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.</p> <p>La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le PAC déposé le 24 avril 2004, comporte une analyse de risques en section 6 : NOTICE DE DANGERS. Les scénarios évalués dans le cadre de cette analyse de risques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approvisionnement OLEO 100 : Perte de confinement du camion citerne (Pollution) • Distribution OLEO100 dans les camions : Perte de confinement du camion citerne (Pollution) • Stockage OLEO100 : fuite (Pollution) • Stockage des déchets non dangereux (DND) d'agrofouriture : incendie <p>L'analyse de risque sur la partie déchets non dangereux n'appelle pas d'observation.</p> <p>Concernant la cuve OLEO 100, l'analyse des risques n'a pas considéré le scénario d'incendie de la cuve OLEO 100. L'OLEO 100 n'est pas un liquide inflammable, mais est considéré comme un combustible ordinaire.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une note justificative de la non prise en compte du scénario « incendie dans les unités de stockage et/ou séchage » et ses effets dominos • Le complément à l'Étude de Dangers de mars 2005 sur le risque d'auto-échauffement pour le site de LESCAR, réalisé par l'APAVE en mars 2015. <p>Dans la note, l'exploitant détaille que l'étude de dangers de mars 2005 a évalué les scénarios suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incendie séchoirs ; • Auto échauffement et incendie dans les unités de stockage (fonds plats et cellules bétons verticales) ; • Combustion rapide d'un nuage de poussières dans les silos plats et explosion primaire dans une galerie sous silos plats ; • Combustion rapide d'un nuage de poussières dans les cellules rondes.

L'étude de dangers conclut qu'aucun effet domino thermique susceptible d'affecter le stockage OLEO 100 n'est attendu. Le complément à l'étude de dangers, relatif à l'auto-échauffement conclut : « Par conséquent, même si la durée de pré-stockage est supérieure à 48 heures sans toutefois dépasser 7 jours, les conclusions suite à l'analyse du risque d'auto-échauffement de l'Étude de Dangers de mars 2005 restent valables. Ce risque d'auto-échauffement reste peu probable. »

Après examen de ces pièces, il est confirmé que la cuve d'OLEO100 est située en dehors des zones de dangers des installations de séchage et de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dossier « installation classée » - AM relatif à la rubrique 2710-2-a: E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 3

Thème(s) : Autre, Dossier « installation classée »

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

[...]

- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;

- le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;

[...]

- le registre de sortie des déchets ;

- le plan des réseaux de collecte des effluents.

Constats :

L'exploitant a transmis lors de l'inspection les documents demandés, en relation avec l'activité de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial.

Ces déchets concernent des emballages vides de produits phytosanitaires ou de fertilisants, rapportés par les agriculteurs. Ce dispositif de collecte fait partie de la prestation des services fournie par EURALIS auprès des agriculteurs. Euralis déploie une vingtaine de points de collecte, proches des besoins. La collecte s'effectue une fois par an sur une période de 2 semaines, puis les déchets sont repris par ADIVALOR pour traitement dans la semaine suivant la collecte. La campagne de collecte de 2025 a été réalisée en janvier. A la date de l'inspection, plus aucun déchet de ce type n'est présent dans le bâtiment 34.

Les documents transmis à l'issue de l'inspection sont :

- Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents. Ce registre est commun à plusieurs sites EURALIS CEREALES afin de faciliter les retours d'expérience entre sites. Concernant le site de LESCAR, 6 incidents ont été répertoriés depuis 2008, concernant en majorité des départs de feu, principalement d'origine mécanique et détectés rapidement. Aucun incident ne concerne l'activité de stockage de déchets.

- Le registre reprenant l'état des apports de déchets non dangereux pour 2025. Le registre détaille le nom et l'adresse de l'exploitant apportant les déchets, la date d'apport (entre le 13/01/2025 et le 21/01/2025), et le détail des emballages vides apportés. Un total de 321,85 m³ ont été collectés en janvier 2025.
- Le registre des demandes d'export par ADIVALOR pour 2025, avec un estimatif de quantités cohérent avec le registre des apports.
- Les bordereaux de suivi des déchets fournis par ADIVALOR en 2025, correspondant aux demandes d'exports.

L'exploitant n'a pas transmis le plan des réseaux de collecte des effluents pour la zone concernée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le plan des réseaux de collecte des effluents pour la zone concernée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Comportement au feu du bâtiment 34 - AM relatif à la rubrique 2710-2-a: E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Réaction au feu.

Prescription contrôlée :

Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) :

- matériaux A2 s2 d0.

Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

NOTA :

A2 s2 d0 : matériau «non inflammable »

Annexe 3 de l'arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement.

Constats :

L'exploitant a transmis en accompagnement du Porter à Connaissance un dossier de récolement à l'arrêté ministériel du 26/03/2012 relatif aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique n°2710-2. Dans ce dossier, l'exploitant mentionne en relation à l'article 13 : "Pas de justification des propriétés de résistance au feu du bâtiment 34." Cependant, l'exploitant n'a pas demandé d'aménagement par rapport à l'arrêté ministériel.

L'exploitant a précisé lors de l'inspection que le bâtiment 34 est composé de cellules en béton, de poteaux métalliques et bardages métalliques et un toit en fibrociment amiantés.

Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni une note sur le classement au feu des matériaux du bâtiment 34.

Cette note rappelle le contenu de l'arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement, et fournit les détails suivants concernant le classement au feu des éléments constitutifs du bâtiment de stockage 34 :

- Béton : Incombustible par nature, A1 (arrêté du 21 novembre 2002)
- Structure acier (primaire et secondaire) : Incombustible par nature, A1 (arrêté du 21 novembre 2002)
- Bardage métallique (acier) : Incombustible par nature, A1 (arrêté du 21 novembre 2002)
- Couverture en plaque fibre-ciment (antérieure à 1997) : La fibre ciment est incombustible par nature, A1 (arrêté du 21 novembre 2002).

Le bâtiment 34 est donc conforme aux exigences constructives requises, étant composé de matériaux incombustibles de catégorie A1, surpassant ainsi les caractéristiques minimales de réaction au feu exigées (A2 s2 d0).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;
Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

[...]

Constats :

L'exploitant a fourni les justificatifs attendus. Concernant les installations électriques :

- Le rapport de vérification des installations électriques des silos au titre de la réglementation ICPE, correspondant à l'intervention du 01 février 2024. le rapport fait état de présence de poussières dans les armoires électriques, écart déjà signalé dans le rapport précédent. Le rapport note qu'aucun document n'a été mis à disposition pour l'exécution de la vérification.
- Les rapports Q18 réalisés du 16 au 17 janvier 2025 pour les bâtiments 9, 9 bis, 10, 11, 29 33 et 37 font également état de présence de poussières dans les armoires pour tous les bâtiments, faits déjà signalés dans les rapports précédents, sauf pour le bâtiment 37, pour lequel il s'agit d'un premier signalement. Le fonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel n'a pas pu être vérifié pour le bâtiment 37 et un dysfonctionnement a été noté pour la seconde fois pour le bâtiment 11.
- Le rapport d'examen d'installation électrique par thermographie infrarouge (Q19) pour l'intervention du 30 janvier 2023, limité aux bâtiments: 33/29, 37, 11, 9/9BIS, 22/22BIS, 34/35 ne comporte pas d'anomalie détectée.

Concernant les visites techniques relatives à la foudre, l'exploitant a transmis les rapports des interventions du 15 février 2024 et du 07 juillet 2024. Le rapport du 15 février 2024 fait apparaître plusieurs écarts qui ont été résorbés en juillet. Certains écarts non résorbés dans le rapport de juillet 2024, ont été signalés dès 2018. L'avis général du rapport est non satisfaisant.

L'étude de classement ATEX du 01 août 2019 a été présentée lors de l'inspection ainsi que le registre des équipements ATEX. L'étude ATEX note que pour les « Filtre et Cyclo-Filtres : une zone ATEX n'existe que pendant les phases de décolmatage des manches (1/10ème du temps de fonctionnement en général) et uniquement dans le caisson air chargé. Le classement est alors défini par le temps du dé-colmatage : 21 si > 100 h, 22 si < 100 h. Ici tous les filtres et cyclo-filtres sont classés 21. »

L'inspection a constaté que le filtre connecté à l'élévateur EL 11 n'est pas classé ATEX contrairement à l'indication ci-dessus. L'exploitant fournira une justification d'absence de zonage ATEX pour cet équipement et le caisson associé.

Enfin, l'exploitant a fourni le planning de contrôle des équipements incendie, ainsi que les rapports associés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant réalise le dépoussiérage des armoires électriques et une nouvelle vérification des installations électriques au titre de la réglementation ICPE, en fournissant au prestataire l'ensemble des documents demandés. Il transmet sous le même délai le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fournit le rapport de visite technique foudre 2025 avec résorption des écarts constatés à plusieurs reprises.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant vérifie le zonage ATEX pour le filtre connecté à l'élévateur EL 11 et le caisson associé et, le cas échéant, procèdera à sa mise en conformité.

Dans un délai de 1 mois, Euralis indique à l'inspection la fréquence de contrôle des hydrants et

des autres moyens de lutte contre l'incendie, et précisera comment ces fréquences de contrôle sont suivies et transcrites dans les documents de gestion de la sécurité du site. Dans un délai de 3 mois, l'exploitant fournira les résultats des contrôles 2025 pour les hydrants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2018, article 3 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral N°2635/18/14 - prévention de la pollution atmosphérique</p> <p>L'exploitant met en place une auto-surveillance de ces rejets atmosphériques dont le contenu respecte au moins le programme suivant :</p> <p>1 campagne de mesures par an et par conduit - conduits 1 à 7</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débit • O2 • Poussières • NOx ou équivalent NO2 (sauf conduit 4 à 7) <p>Ces analyses sont menées selon des procédures normalisées et par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Les résultats de cette auto-surveillance sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats de l'autosurveillance 2024, réalisée le 07/11/2024 par l'organisme DEKRA pour les conduits listés ci-après:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Séchoir Roulin 2. Séchoir Satig 1 3. Séchoir Satig 2 4. Système de dépoussiérage du silo vertical (2 points) 5. Système de dépoussiérage du silo plat n°1 (30 000 t) 6. Système de dépoussiérage de la station d'ensachage <p>Le silo plat n°2 (50 000 t) étant en travaux, le mesurage et l'analyse n'ont pas pu être réalisé sur ce point.</p> <p>Le mesurage a été réalisé sur les autres conduits alors que les équipements étaient en opération, proche du régime nominal. Les résultats d'analyse sont en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2018.</p>

<p>L'inspection constate que deux points de mesurage sont utilisés pour le silo vertical, alors que l'Arrêté complémentaire du 20/03/2018 n'en liste qu'un seul.</p> <p>Le rapport d'autosurveillance note des écarts par rapport aux normes de mesurage, dont certaines avec des impacts conséquents pouvant altérer le résultat des mesures.</p> <p>Cette autosurveillance est complétée d'une surveillance de de retombée de poussières effectuées aux 4 coins de site une fois par an. La campagne 2024 a eu lieu du 07 novembre au 07 décembre 2024, soit pendant la période de réception, pré-stockage et séchage du maïs humide. Les résultats ont été transmis à l'inspection, et montrent des retombées de poussières entre 48 et 164 mg/m3/jour, ce qui est considéré dans le rapport comme une incidence faible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant fournit les rapports d'autosurveillance 2022 et 2023 afin que l'inspection puisse constater que les mesurages sur le système de dépoussiérage du silo plat n°2 ont été réalisés.</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant fournit un plan ou schéma des points de mesurage du silo vertical, et détaillera les modifications à apporter aux articles 2 et 3 de l'annexe de l'APC du 20/03/2018, afin de prendre en considération les deux conduits du silo vertical.</p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant propose un plan d'action de mise en conformité aux normes de mesurage de ses points de rejets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Justification du traitement des appareils contenant des PCB

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/01/2014, article 11</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 07/01/14 relatif aux modalités d'analyse et d'étiquetage et aux conditions de détention des appareils contenant des PCB (pyralènes)</p> <p>"En cas d'élimination d'un appareil ou d'une décontamination, le détenteur conserve les justificatifs de traitement cinq ans après la date d'élimination/de décontamination prévue par l'échéancier national. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ADEME tient un registre des équipements susceptibles de contenir des PCB. Selon cette liste, EURALIS détient des transformateurs contenant des PCB, avec le numéro de série 135 823 06. EURALIS CEREALES n'a pas connaissance de transformateur de son site contenant des PCB. Les analyses d'huile sont réalisées annuellement, et attestent de l'absence de PCB.</p>

Après investigation, il a été identifié que le transformateur en question appartient à EURALIS IMMO, et non EURALIS CEREALES. L'inspection a donc pris contact avec Euralis Immos afin d'obtenir les informations relatives au suivi de ces transformateurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Teneur en PCB des appareils

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'appareils susceptibles de contenir des PCB est tenu d'en connaître la teneur. [...]
Constats : EURALIS CEREALES n'a pas connaissance de transformateur de son site contenant des PCB. Les analyses d'huile sont réalisées annuellement, et attestent de l'absence de PCB. L'exploitant a transmis les documents justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Bon d'intervention HT services pour la maintenance préventive des installations HTA-BT, daté du 11 avril 2024. Ce bon concerne les postes P10, P11, P12 et P13/14. • Rapports d'intervention pour chaque poste. • Rapports de diagnostic pour chaque transformateur, incluant une analyse des gaz dissous et une analyse des caractéristiques du fluide. Les rapports concluent que les appareils ne contiennent pas de PCB. Le rapport d'intervention du poste 13/14 note que pour les cellules HTA, les fusibles actuels de réserve ne sont pas adaptés à la puissance des transformateurs, qu'il ne faut pas mettre en service et remplacer dès que possible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant remplace les fusibles et transmet le justificatif de l'action à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois